

Protestations contre le procès de Sidi Ifni au Maroc

mardi 14 avril 2009, par [Attac France](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 14 avril 2009).

Procès des 22 de Sidi Ifni : des peines inadmissibles

Sidi Ifni, petite ville côtière de 20 000 habitants au Sud du Maroc, a connu les 7 et 8 juin 2008 une vague de répression extrêmement violente, en guise de réponse à un mouvement social qui depuis des années réclame un réel développement de la région et une amélioration des services publics.

22 militants et responsables associatifs, dont plusieurs d'Attac Maroc, ont été arrêtés et étaient jugés devant le tribunal d'Agadir jeudi 9 avril. Ce même jour, une grève générale massivement suivie avait lieu à Sidi Ifni et un rassemblement à l'appel d'Attac-Maroc à Agadir devant le tribunal. Le verdict est tombé dès 3 heures du matin vendredi 10, alors que le procès avait commencé jeudi 9 à 8h30, en présence de plusieurs observateurs : un avocat de l'association Droit et Solidarité, un représentant d'Attac-France, un représentant d'Attac-Togo, un représentant de l'Association des Travailleurs Maghrébins en France, un représentant de l'association des droits de l'homme ASHDOM, des militant-e-s d'Attac-Maroc,...

La relative clémence de ce verdict est inattendue par rapport aux pratiques habituelles des instances judiciaires marocaines lors des procès politiques ; elle ne diminue en rien son caractère scandaleux. Les avocats ont démontré au cours du procès que les accusations du Ministère Public envers les accusés ne reposaient sur aucune preuve et que par conséquent le tribunal aurait dû annuler purement et simplement la procédure d'instruction et relaxer tous les prévenus. Une telle incohérence juridique saute aux yeux lorsqu'on rapproche le verdict des chefs d'accusation extrêmement graves avancés par le juge d'instruction : « contribution et direction d'une bande criminelle », « tentative d'assassinat », « rassemblement armé », « port d'arme ostensible lors de manifestation », « destruction d'établissement industriel et d'un établissement portuaire ».

Les peines prononcées sont donc inadmissibles pour des personnes ayant simplement réclamé plus de justice sociale et exercé la liberté de manifester :

- Brahim Bara : 8 mois de prison ferme et 2 mois avec sursis
- Hassan Agharbi : 1 an de prison ferme
- Zakaria Rifi : 1 an de prison ferme
- Hassan Tazkaghine : 1 an de prison ferme
- Mohamed Wahdani : 8 mois de prison ferme
- Ahmed Boufim : 8 mois de prison ferme
- Mohamed Issam : 1,5 an de prison ferme
- Zine El Abidine Radi : 1,5 an de prison ferme
- Khadija Ziane : amende de 1500 dirhams
- Karim Chara : 10 mois de prison ferme
- Abdelkader Atbib : 1 an avec sursis
- Abdelmalek El Idrissi : 8 mois de prison ferme
- Mounir Zakaria : 1 an avec sursis
- Fayçal Mkhilic : 1 an avec sursis

- Abdelatif Mkizra : 1 an avec sursis
- Bouchaïb El Ghiti : 1 an avec sursis
- Khalil Ezzine : 1 an avec sursis

Khalid Bouchra, Brahim Boufim et Hassan Moumni ont quant à eux été acquittés.

Attac France affirme tout son soutien aux militants condamnés, à leurs familles, à la population de Sidi Ifni et à Attac Maroc, qui lors de sa récente université de printemps avait mis cette question au premier plan. Le combat pour la liberté et la démocratie, le combat pour une société qui assure à tous revenus et insertion sociale ne connaît pas de frontières. Un autre monde est possible et nécessaire !

Attac France et Attac Maroc tiennent à remercier les participants de l'Université citoyenne 2008 d'Attac France qui ont contribué à la collecte. Elle a permis la participation d'un avocat au procès.

Attac France le 13 avril 2009

Non à la répression au Maroc.

Communiqué du NPA

Le tribunal d'Agadir a rendu son verdict à l'encontre des militant-e-s arrêtés dans le cadre des révoltes populaires de Sidi Ifni au Maroc, révoltes légitimes réprimées violemment par le pouvoir marocain.

Les sentences vont jusqu'à un an et demi de prison ferme. Une grève générale et des manifestations ont eu lieu à Sidi Ifni toute la journée de jeudi et un rassemblement a été organisé par Attac-Maroc devant le tribunal d'Agadir, pour marquer la solidarité avec les militant-e-s poursuivi-e-s en justice. Le NPA dénonce le procès inique des militant-e-s de Sidi Ifni et exprime sa solidarité avec la population en lutte pour la satisfaction de ses revendications légitimes et avec tous et toutes les militant-e-s marocain-e-s. Nous dénonçons la responsabilité du gouvernement marocain et la complaisance totale du gouvernement français, ainsi que le déni de démocratie au Maroc.

Le 14 avril 2009.